

# Comment améliorer la prise de conscience de la dimension citoyenne de chacun dans une dimension plus globale pour construire une humanité plus juste et plus éclairée ?

**Souverain Chapitre Daniel Michotte, Vallée de Guyane / Amazonie**

**Mots-clefs : Citoyenneté, Conscience collective, Responsabilité, Démocratie, Éducation populaire**

## Problématique

La voie – parfois très empruntée par les dirigeants des pays du monde – de la rugosité, des passions tristes, de la domination par des égos ignorants, de l'exclusion des autres, du chaos triomphant en nous et en dehors de nous, est celle que nous, Francs-maçons, nous efforçons d'éviter et de dépasser. Nous avançons plutôt vers la fraternité et des valeurs universelles fondamentales, pour forger des esprits libres et cherchants, à la fois ouverts et rigoureux. Il faudra donc à l'avenir une citoyenneté mondiale reliant tous les humains de la planète.

Une façon d'explicitier la question posée, serait de dire :

« Comment l'individu citoyen actuel dans une nation qui s'est organisée dans une société qui lui est propre peut-il approfondir sa conscience de la citoyenneté en l'étendant au concert des Nations, en quelque sorte à l'humanité toute entière ? »

## **Comment mondialiser la conscience citoyenne ?**

L'humanité est déjà passée au travers de catastrophes naturelles et de crises sociétales qui l'ont souvent fortement marquée (pandémies, guerres, famines, effondrements économiques...). De cette histoire, il découle que les Hommes tant collectivement qu'individuellement savent résister et s'adapter aux changements qui s'imposent à lui.

La crise multiforme que nous traversons est systémique car elle remet en question notre mode de vie social et éveille nos consciences vers de nouvelles interrogations.

La très sévère Covid 19 aura provoqué ce que nous appelons « la crise » et mené beaucoup d'hommes à travers les continents, à souhaiter « qu'il ne faille pas repartir comme avant ». Après constats et analyse des dégâts, Il faudra travailler ce degré de généralité pour savoir de quoi on parle. Mais comme nous l'exprimons dans notre reformulation de la question, nous suggérons de réfléchir sur un des chantiers possibles qui est celui de l'ouverture de la conscience citoyenne de l'individu vers une conscience qui serait celle « d'un Citoyen du Monde » une conscience « plus éclairée ». Comme le disait Jules Romain : « l'individu ne peut pas avoir raison indéfiniment contre l'humanité. Tout ce qu'il peut espérer c'est d'avoir raison plus tôt qu'elle »

Pour arriver à ce degré de conscience, il y a deux virus dont il faut guérir l'humanité : l'intolérance et le racisme qui ne seront éradiqué que par une éducation généreuse et humaniste. Un des rôles de l'Éducation Nationale serait de faire comprendre à la jeunesse l'égalité des citoyens et la lutte contre le racisme. Il ne faut pas que culturellement les gens puissent penser qu'il y a des citoyens plus égaux que d'autres. Nous insistons sur l'absolue nécessité de faire comprendre et accepter l'idée qu'il n'y pas de races humaines mais que seule l'espèce humaine existe.

Ce n'est pas un chantier nouveau pour les F. : M. : . Ne travaillons-nous pas « ... à l'amélioration matérielle et morale de l'Humanité » ? Pour ce qui est de la conscience citoyenne mondialisée, la question est de savoir comment y parvenir ?... Comme souvent, c'est dans l'action que les comportements changent et que les « prises de conscience » se font. Ces actions se feront avec comme base, à chaque instant, cette conscience « d'un Citoyen du monde » dont nous ne parlions plus haut en n'oubliant pas que c'est par l'obéissance que le citoyen assure l'ordre et par la résistance qu'il assure sa liberté.

C'est à dire que les propositions à venir devraient tenir compte de leurs impacts mondialisés éventuels, sur l'ensemble de l'humanité ou du moins de ses sociétés démocratiques.

Dans notre pays elles pourraient s'organiser en trois étapes :

## **Dès maintenant, des citoyens indépendants et audibles :**

Permettre à chaque citoyen de participer à construire le "monde d'après" en faisant entendre son point de vue et ses idées à travers des canaux de contribution divers. De nombreuses initiatives ont d'ores et déjà été mises en place à travers différentes plateformes en ligne et contributions collectives (d'ONG, de parlementaires, de syndicats).

L'ensemble de ces contributions pourrait faire l'objet d'une synthèse indépendante du gouvernement, qui en garantirait l'ancrage démocratique.

### **Concevoir des plans de relance justes et durables :**

Mettre en place un Conseil National de la Transition (transition entre les mondes « d'avant » et « d'après ») pour concevoir des plans de relance justes et durables. Au sein de tous les territoires, les acteurs (associations, conseils citoyens, conseils de développement, collectifs citoyens, entreprises, chercheurs, élus locaux, citoyens engagés, etc.) pourraient s'inscrire dans une dynamique collective. Ils pourraient définir des mesures de relance pertinentes à leur échelle (quartier, commune, intercommunalité, métropole...) et faire remonter au Conseil National de la Transition les projets pour un plan de relance juste et durable au niveau national. Certes il existe déjà le Conseil Économique Social et Environnemental (ex CESA) mais son fonctionnement ne correspond pas vraiment à nos propositions, à moins que de nouvelles attributions plus fortes lui soient données.

C'est aux forces vives de chaque territoire que doit revenir l'initiative de lancer ses propres projets, de manière autonome, en fonction de ses spécificités, en respectant des lignes rouges méthodologiques claires. Pour ce faire, ils s'appuieront sur un référentiel et des outils communs.

### **Construire une société plus juste et résiliente grâce à une Assemblée Citoyenne du Futur :**

Préfigurer une Assemblée Citoyenne du Futur sous l'impulsion d'organisations de la société civile. Cette Assemblée pourrait reprendre la méthodologie de la Convention Citoyenne pour le Climat. Sa mission : définir les grands principes d'un plan de transformation du pays, et établir des recommandations pour l'échelon européen, en vue de construire une société plus juste et plus résiliente. Nous proposons qu'elle soit composée uniquement de citoyens tirés au sort, et s'appuyant notamment sur l'audition d'élus et de corps intermédiaires (associations, entreprises, syndicats, chercheurs, universitaires...).

Il faudrait que soit donnée à cette Assemblée Citoyenne du Futur une existence légale (à travers un vote du Parlement), afin de garantir sa légitimité et un débouché politique pour ses propositions. À terme, cette Assemblée Citoyenne du Futur devrait être entérinée par une réforme constitutionnelle pour qu'elle ait un véritable rôle contraignant dans le processus législatif sur tous les sujets concernant le long terme. Ces propositions pourraient répondre à la forte demande de participation citoyenne qui a émergé à l'échelon européen. Il serait souhaitable que la Convention sur l'avenir de l'Europe intègre les réflexions des citoyens européens sur le "monde d'après".

**Dans le respect de la Constitution qui exprime en son article premier l'égalité totale entre les hommes, donner véritablement la parole aux citoyens en élaborant une structure légale qui soit contraignante pour l'exécutif. Cette Assemblée Citoyenne du Futur serait le réceptacle des propositions des citoyens qui mènerait à la conception de plans de relance justes, durables et écologiques.**